

# Attaques de prisons : chez les surveillants pénitentiaires, «on se dit que ça peut tomber sur n'importe qui»

*Libération*, par Ludovic Séré, le 16 avril 2025

Les intimidations des derniers jours qui ont visé des centres pénitentiaires et des logements de surveillants viennent s'ajouter aux conditions de travail déjà difficiles d'une profession en manque de moyens et de reconnaissance.

La blague, d'un goût douteux, circule entre surveillants pénitentiaires : «*Moi aussi j'ai pris perpète, j'en ai pris pour trente-cinq ans !*» Sans aller jusqu'à comparer les conditions de travail des fonctionnaires aux conditions de vie des détenus en France, force est de constater que le destin de ces deux populations est intrinsèquement lié. Les maux qui touchent les établissements – surpopulation, manque de moyens, délabrement des locaux – les concernent toutes les deux.

Depuis dimanche et [les premiers départs de feux de voitures](#) sur les parkings de l'École nationale de l'administration pénitentiaire (Enap) à Agen (Lot-et-Garonne) et du centre pénitentiaire de Réau (Seine-et-Marne), l'inquiétude monte dans les rangs des surveillants. Dans la nuit de lundi à mardi, le parking d'un immeuble marseillais connu pour loger des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire a été pris pour cible. Puis, dans la nuit de mardi à mercredi, le hall de l'immeuble d'une surveillante de Seine-et-Marne a pris feu avec, pour signature, [le mystérieux sigle «DDPF»](#) (pour «droits des prisonniers français») sur lequel [le parquet national antiterroriste](#) enquête désormais.

Conséquence : les surveillants ont reçu la consigne du ministère de la Justice de ne plus se changer avant d'arriver sur leur lieu de travail, afin de ne pas être identifiables dans la rue. «*On ne peut que prendre des mesures pour se protéger au mieux et protéger sa famille*», regrette auprès de *Libération* Vanessa Lefavre, surveillante à Fleury-Mérogis et représentante syndicale Ufap Unsa Justice.

«*Nous savons que nous faisons un métier qui comporte des dangers*», appuie David Manton, secrétaire général adjoint de l'Ufap Unsa Justice. Ce surveillant dans l'établissement de Toulon-La Farlède (Var) relate avoir déjà vécu «*des soucis en dehors de la prison*». Il s'agissait toutefois d'une personne bien identifiée, «*un détenu qui venait de sortir*», avec lequel il avait eu «*un différend à l'intérieur*». Mais mardi au petit matin, il a découvert les portes de la prison où il exerce trouées par des tirs de kalachnikov. «*Avec ces nouvelles menaces, on se dit que ça peut tomber sur n'importe qui.*»

## «Ils ne seront jamais des héros»

Nombreux sont les incidents rapportés par les associations comme l'Observatoire international des prisons ou les syndicats – selon que les détenus ou les fonctionnaires en sont les victimes. La profession de surveillant pénitentiaire connaît son lot de drames et de

traumatismes collectifs : suicides, prises d'otages, attentats. La récente mort de deux agents pénitentiaires lors de la spectaculaire et sanglante évasion de Mohamed Amra – [de nouveau incarcéré](#) le 23 février – [a aussi laissé des traces](#). «*Je pense que je ne pourrais pas surveiller ce mec, lui donner à manger... Je ne sais pas comment font les collègues*», souffle David Mantion.

Privés du prestige dont jouissent les autres maillons de l'institution judiciaire, magistrats et avocats, les surveillants sont dans une position «*spéciale : énormément exposés à la violence mais très peu considérés*», analyse le maître de conférences à l'université Paris-Nanterre Olivier Cahn. «*Tout ce qui touche à la prison est un peu honteux, on le cache. Ils ne seront jamais des héros.*»

Peu d'enfants rêvent d'être «maton». Alors, des campagnes de recrutement fleurissent à la télévision, sur les réseaux sociaux ou dans la rue. Le ministère de la Justice écrit sur son site : «*Rejoignez une équipe soudée pour réaliser des missions passionnantes où aucune journée ne se ressemble !*» Et précise qu'un surveillant démarrera à un salaire de 2040 euros net mensuels. Mais dans les faits, sur le plan professionnel, on arrive en prison un peu par hasard. «*J'ai passé un concours pour être fonctionnaire, c'est la pénitencière qui m'a répondu en premier*», explique Vanessa Lefavre. Après quelques mois de formations à l'Enap d'Agen, un ou deux stages, les jeunes surveillants intègrent un corps de 30 000 agents.

### **«Pas de conditions adéquates pour les détenus»**

Mais personne n'est formé à la surpopulation carcérale, pointée du doigt par la [Cour européenne des droits de l'homme](#). D'après les dernières statistiques [publiées le 1er mars](#) par la chancellerie, les prisons françaises comptaient 81 599 détenus pour seulement 62 363 places opérationnelles. Un record battu quasiment tous les mois. En face, «*nous avons 4 000 postes non pourvus*», estime David Mantion. Surtout des départs à la retraite non remplacés.

Interrogée sur les revendications de ces derniers jours, Vanessa Lefavre, la surveillante de Fleury-Mérogis, condamne la méthode. Mais elle concède que «*l'administration pénitentiaire ne propose pas aujourd'hui de conditions adéquates pour les détenus*», avant de reprendre sa casquette syndicale : «*Nous espérons que les auteurs de ces faits seront interpellés et que les peines seront à la hauteur.*» Emmanuel Macron a promis ce mercredi à ceux qui «*cherchent à intimider*» les agents pénitentiaires et «*s'attaquent avec une violence inadmissible*» aux prisons qu'ils seraient «*retrouvés, jugés et punis*».